NPA L'étincelle
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Centre hospitalier
Saint-Denis

Lundi 10 mai 2021

Levée des brevets sur les vaccins du Covid :

Trop peu, bien tard

Mercredi dernier, Joe Biden a surpris son monde en annonçant qu'il était favorable à la levée des brevets, une revendication portée par une centaine de pays, dont l'Inde et l'Afrique du Sud où l'épidémie fait des ravages. Cela devrait permettre à tous les laboratoires qui le peuvent de produire des vaccins « génériques » à un prix inférieur à ceux des trusts. Ce coup de pub diplomatique des États-Unis a forcé les grandes puissances à se (re)-positionner clairement sur le sujet.

Le bal des faux-culs

Car leur position à tous était déjà connue : du Canada à l'Union européenne et au Royaume-Uni, en passant par l'Australie, le Japon ou même le Brésil, tous étaient opposés à la levée des brevets. Macron peut bien fanfaronner qu'il avait toujours voulu que les vaccins soient « un bien public mondial », les députés européens LREM, comme ceux du RN ou de LR, ont tous voté contre la levée des brevets !

Biden, lui, passe pour le héros du jour : mais, la semaine dernière encore, il défendait ces brevets. Il continue d'appliquer la préférence nationale en matière de vaccins et de matériel médical, dans la droite ligne de Trump, quitte à garder en stock des millions de doses d'Astra Zeneca, pas autorisé aux États-Unis. Et rien ne dit que la levée des brevets sera un jour effective !

Big Pharma : même pas peur !

Tous les politiciens, même ceux qui font mine comme Macron d'être pour la levée des brevets, reprennent le discours des laboratoires pharmaceutiques : *« La question des brevets est un faux débat* […] *ce qui rend difficile l'accès aux vaccins aujourd'hui, c'est le transfert de technologie et la capacité à produire. »* Tant pis si des laboratoires en Afrique du Sud ou au Bangladesh annoncent disposer du matériel et des compétences pour relever ce défi.

On peut effectivement faire confiance à l'industrie pharmaceutique pour tout faire pour maximiser ses profits, quitte à ralentir la campagne de vaccination, alors même que les États ont assumé tous les risques en finançant le développement à coups de milliards d'euros. Rien de surprenant à ce que le PDG de Moderna, Stéphane Bancel, déclare que cette annonce ne lui avait *« pas fait perdre une minute de sommeil »*. Effectivement, la bourse s'est un peu agitée mercredi, avant de se rappeler que Moderna prévoit 18 milliards de profits pour 2021, Pfizer ayant révisé ses prévisions de 15 à 26 milliards.

Ils sont égoïstes, stupides et criminels

Tous se répandent plutôt sur la nécessité d'aider les usines existantes à augmenter la production. Dans les faits, entre les vaccins vendus à prix d'or (de 10 à 30 euros la dose pour les vaccins à ARNm), et un programme Covax d'accès au vaccin universel sous-doté (seulement 7,5 milliards d'euros), les pays impérialistes marginalisent les pays pauvres dans la campagne de vaccination avec seulement 0,2 % du total des doses injectées.

Les gouvernements ont regardé l'Inde, l'Afrique du Sud ou le Brésil s'enfoncer dans le chaos sans rien faire. Ils font mine de se réveiller aujourd'hui, alors que les centaines de variants pourraient bien nous revenir sous la forme d'une 4e ou 5e vague qui pourraient mettre à mal la campagne de vaccination actuelle.

Soyons solidaires, internationalistes et révolutionnaires !

L'urgence est de vacciner le plus rapidement possible toute l'humanité, et les brevets sont un obstacle inadmissible ; la moindre des choses serait de les retirer. Pour que le vaccin devienne réellement un « bien public de l'humanité », il faudrait aussi réquisitionner toutes les industries de la chaîne de production, des matières premières aux plateformes logistiques et centres de santé, pour les administrer aussi vite que possible, sans enrichir les actionnaires. Les déclarations n'y feront rien, seul un effort exceptionnel basé sur la participation consciente et active des travailleurs de ces secteurs le permettra.

« Avant nous étions sages »

Le 5 mai, 5ème mobilisation des sages-femmes depuis janvier. Les 23 000 sages-femmes de tout le territoire se sentent méprisées par le gouvernement.

Elles réclament des effectifs adaptés permettant un accompagnement bien traitant et sécurisé des patientes, une rémunération à hauteur de leurs responsabilités, un véritable statut médical.

A Delafontaine, les sages-femmes accumulent les heures supp' pour pallier le manque d'effectifs, et l'hémorragie continue. Le 5 mai dernier, jour de grève, forte mobilisation à la maternité de St Denis, pas de sages-femmes aux consults, ni en HDJ et une superbe délégation en nombre à la manifestation à Paris : Code Rouge

« Ségur d'avaler la pilule » : vague de luttes...

Après les sages-femmes la semaine dernière, le personnel des services de réanimation s'est mobilisé sur tout le territoire ce mardi. L'appel est venu d'en bas, les grévistes s'organisent sur Facebook. Le 17 mai les IADE seront en grève. Le 18 mai les techniciens de laboratoire. Le 24 les IBODE. Le 29 différents collectifs et syndicats appellent à une journée internationale de la santé. Parmi les assistantes sociales, une pétition a bien circulé et beaucoup cherchent à se montrer dans la rue. D'autres dates sont déjà annoncées pour juin…

La colère face aux salaires et aux conditions de travail prend pour le moment la forme de revendications par catégories, mais si tout le monde s'y met cela pourrait devenir un mouvement général. Les bas salaires et les conditions de travail pourries c'est le résultat de politiques d'ensemble qui ne font pas dans la dentelle : personne n'est réellement mieux loti que les autres et ne s'en sortira seul.

Ne laissons pas le gouvernement et les capitalistes (comme les trusts pharmaceutiques...) s'en sortir à si bon compte, car pour nous le compte n'y est pas. Les conditions de travail des travailleurs de la santé, c'est aussi un choix de politique de santé publique pour permettre l'accès aux soins de qualité pour tous.

Réanimer les luttes

Dans la presse, il y avait les héros du secteur de la santé, les super-héros des services de réanimation. L'exposition médiatique a peu changé les problèmes de salaires, de moyens adaptés pour pouvoir faire son boulot et que celui-ci soit reconnu au-delà des envolées lyriques.

L'ensemble des collègues de réa de Saint-Denis se sont déclarés en grève hier. Ils demandent aussi l'accès à la formation massive et la stagiairisation des CDD et CDI. En bref de vrais objectifs de recrutement !

Qui n'est pas « essentiel » ?

Fin avril, quelques assistantes sociales du CHRU de Nancy lançaient une pétition pour demander à être intégrées aux revalorisations salariales annoncées par dossier de presse… Un discours qui a convaincu près de 1000 signataires en quelques jours : *« Au sein de notre institution, notre utilité n'est plus à prouver, alors pourquoi ce mépris pour les carrières sociales ? Pourquoi ne pas reconnaître notre profession à sa valeur ? Notre rôle durant la crise sanitaire est primordial. »*

Contrairement à ce qu'affirme le gouvernement, tout le monde peut dire pareil dans le secteur de la santé.

Colombie : Duque dégage !

Depuis le 28 avril, des dizaines de milliers de personnes, souvent très jeunes, manifestent dans les rues de Cali, Bogota et Medellin. Initialement tournée contre un projet de réforme fiscale, la contestation s'est élargie à la lutte contre le gouvernement d'Ivan Duque et toute la clique politique.

Dans un pays où la pauvreté touche plus de 42 % de la population, où les inégalités ont été exacerbées pendant la crise, ce projet fiscal fut la goutte de trop. La répression féroce de la police sur les manifestants, qui a fait, selon la presse, au moins 24 morts et plus de 800 blessés (en réalité sans doute bien plus), n'a pas eu raison de leur détermination, qui pourrait bien amener vers un renversement du gouvernement colombien.

Palestine : les racistes à l'œuvre

Après les récentes émeutes racistes à Jérusalem-Est, où des sionistes armés s'en sont pris aux Arabes aux cris de « Mort aux Arabes » ou « Brûlons leurs villages », c'est la police israélienne elle-même qui a blessé plus de 300 Palestiniens ces derniers jours, dont de nombreux fidèles, lors de la prière sur l'esplanade des Mosquées. Cela alors que les mesures d'expulsion de familles arabes de la vieille ville au profit de colons se poursuivent.

Même les États-Unis ont dû, par la voix de leur président, Biden, appeler Netanyahou à la « désescalade ». Mais pas question pour les gouvernements américain ou européens de cesser de soutenir Israël, une de leurs pièces maîtresses dans la région.